

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Lutte contre la fracture numérique - Cité intelligente - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets "conseiller numérique" - Autorisation de signature

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses habitants.

On désigne par « *citoyenneté numérique* » la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- L'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Ville et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;

- Le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut pas donc développer des services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. 1 personne sur 6 en France n'utilise pas Internet et 1 personne sur 3 manque de compétences numériques de base. En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population étude CREDOC 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques :

- 27 000 personnes (7 %) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'utilisateur ;
- 74 000 personnes (19 %) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14 %) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

Des mesures en faveur de l'inclusion numérique dans le cadre du Plan de relance, à mobiliser sur le territoire :

A l'échelle nationale, 250 M€ sont mobilisés pour proposer une solution d'accompagnement au numérique à tous les Français, en cohérence avec leurs besoins et en proximité de chez eux. L'Etat lance un dispositif national de formation et de déploiement de 4 000 « conseillers numériques ».

Il propose de financer la rémunération de conseillers numériques à hauteur de 50 000 € par poste pour 2 ans.

Les conseillers numériques auront la responsabilité de former les habitants aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations), depuis des lieux de passages et de proximité où ils seront hébergés (bibliothèques, Mairies, France Services, centres sociaux, etc).

Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour recruter 4 conseillers numériques pour une durée de 2 ans sur les besoins recensés en médiation numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la création de 4 contrats de projets « conseillers numériques » dans le cadre du Plan de Relance de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à solliciter toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la citoyenneté numérique, dans le cadre du Plan de relance ;
- d'imputer les recettes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-153466-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.